

# Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes



**RIGES**

**ISSN: 2521-2125**

**NUMERO  
SPECIAL  
JANVIER 2019**



Publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké

## ADMINISTRATION DE LA REVUE

### *Direction*

Arsène DJAKO, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

### *Secrétariat de rédaction*

- Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Professeur Titulaire à l'UAO
- Konan KOUASSI, Maître-Assistant à l'UAO
- Dhédé Paul Eric KOUAME, Maître-Assistant à l'UAO
- Yao Jean-Aimé ASSUE, Maître-Assistant à l'UAO
- Zamblé Armand TRA BI, Maître-Assistant à l'UAO
- Kouakou Hermann Michel KANGA, Assistant à l'UAO

### *Comité scientifique*

- HAUHOUOT Asseypo Antoine, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- ALOKO N'Guessan Jérôme, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- AKIBODÉ Koffi Ayéchoro, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- BOKO Michel, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)
- ANOH Kouassi Paul, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- MOTCHO Kokou Henri, Professeur Titulaire, Université de Zinder (Niger)
- DIOP Amadou, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- SOW Amadou Abdoul, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- DIOP Oumar, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger Saint-Louis (Sénégal)
- WAKPONOU Anselme, Professeur HDR, Université de N'Gaoundéré (Cameroun)
- KOBY Assa Théophile, Maître de Conférences, UFHB (Côte d'Ivoire)
- SOKEMAWU Koudzo, Maître de Conférences, UL (Togo)

## EDITORIAL

Un regard critique sur l'évolution du monde, depuis l'époque contemporaine, laisse transparaître une pluralité de crises de différents caractères, dans pratiquement tous les Etats en général, et dans ceux de l'Afrique subsaharienne en particulier.

D'abord dans les campagnes subsahariennes, l'agriculture est à un carrefour. Alors que les impacts du changement climatique sur la production alimentaire sont de loin négatifs, selon les scientifiques et les observateurs avisés, la demande agricole ne fait qu'augmentée avec la population. Ne pas la satisfaire, à la mesure de sa demande, renforcerait l'insécurité alimentaire, tandis que poursuivre sur le même rythme d'une agriculture itinérante sur brûlis associant l'utilisation mal contrôlée de pesticides accélérerait le réchauffement du climat. Les populations courent le risque de se retrouver dans une spirale de pauvreté – faim – dégradation de l'environnement – conflits, etc. Dès lors, la question de la sécurisation de l'agriculture subsaharienne se révèle être d'actualité.

Ailleurs, les villes subsahariennes occupent une place de premier plan dans le débat relatif aux enjeux environnementaux. Au fur et à mesure qu'elles se complexifient, en raison des activités relatives au développement socioéconomique qui se multiplient, elles sont susceptibles d'avoir des effets négatifs sur l'environnement. Face à leur étalement, conjuguée à la concentration démographique et à la production industrielle, les niveaux de pollution ne font que s'élever et la biodiversité court le risque de s'effriter. Parvenir à une absence de menaces contre l'environnement urbain, essentiel au bien-être des populations et au maintien de son intégrité fonctionnelle, s'avère nécessaire.

Il ne faut pas omettre l'actualité sanitaire de l'Afrique subsaharienne. La résurgence répétée de l'épidémie d'Ebola dans plusieurs pays, révèle par exemple que la sécurité sanitaire est menacée. Selon l'OMS (2017), 80% de la charge de morbidité due au paludisme pèse sur cette partie du globe. Pourtant, tous ces Etats, après leur indépendance, ont réussi à mettre en place, pour leurs populations, des systèmes de santé. Cependant, leur fonctionnement reste encore problématique. Se préserver des problèmes de santé passe par un renforcement de la capacité des pays à prévenir les menaces sanitaires actuelles et futures, à les détecter et à y répondre efficacement. Alors, comment parvenir à une sécurité sanitaire en Afrique subsaharienne ?

Ce tableau non exhaustif de la situation sanitaire, sécuritaire et socio-environnemental en l'Afrique subsaharienne révèle combien de fois il est plus qu'opportun de mener des réflexions actualisées sur les questions de sécurité



dans le contexte actuel des ODD. C'est dans ce cadre que s'inscrit ce numéro spécial de RIGES. Pour ce numéro spécial de janvier 2019, la Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes (RIGES) a lancé un appel à contribution sur le thème : « Les questions de sécurité en Afrique subsaharienne » regroupé autour de ces axes suivants :

- Axe 1 : Développement agricole et sécurité alimentaire ;
- Axe 2 : Gouvernance foncière et sécurisation de la cohésion sociale ;
- Axe 3 : Milieu urbain et assainissement ;
- Axe 4 : Territoire, sécurité et enjeux de pouvoir ;
- Axe 5 : Société, environnement et sécurité sanitaires.

KANGA Kouakou Hermann M.

YEBOUE Konan Thiéry St Urbain

#### COMITE DE LECTURE

- KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- BECHI Grah Félix, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- MOUSSA Diakité, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- VEI Kpan Noël, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- LOUKOU Alain François, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- TOZAN Bi Zah Lazare, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- KOFFI Yao Jean Julius, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire).

Sommaire

AXE 1 : DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	8
NASSIHOUNDE C. Blaise, HOUINSOU T. Auguste, GIBIGAYE Moussa, KPATOUKPA K. Bienvenu, DOSSOU GUEDEGBE V. Odile  Contribution des marchés vivriers de la dépression d'Issaba au développement local des communes de Pobe, Ouinhi et Adja-Ouere au sud-est du Benin	9
Ayi Yves Césaire AJAVON  Importances socio-économiques de la production des hypocotyles du ronier ( <i>borassus aethiopum mart.</i> ) dans la commune de Savé au centre du Benin (Afrique de l'ouest)	31
Kopeh Jean-Louis ASSI, Tchognenga Charles SORO, N'zué Pauline YAO, Joseph-P. ASSI-KAUDJHIS  Approche SIG du potentiel agricole pour la production de l'ananas dans le département de Grand-Bassam	49
YEO Yakatienguelpou, <b>YEO Siriki</b> , ASSI-KAUDJHIS Joseph P.  Les conflits liés à l'exploitation agricole et minière dans le département de Katiola (côte d'ivoire)	71
AXE 2 : GOUVERNANCE FONCIERE ET SECURISATION DE LA COHESION SOCIALE	85
Sidia Diaouma BADIANE  Femmes et agriculture dans la forêt classée de mbao (Dakar) : contribution à la préservation d'une forêt classée et d'une zone de moyens d'existence	86
Guy Sourou NOUATIN, Omokunmi Floriane Sylfata OREYICHAN  Conseil à l'exploitation familiale et autonomisation des femmes dans la commune de N'dali (nord du Benin)	101
SILUE N'wangboho Fousseni, KOFFI Brou Emile  Gestion coutumière et accessibilité aux espaces agricoles urbains et périurbains dans la région de Gbêkê	126
AXE 3 : MILIEU URBAIN ET ASSAINISSEMENT	148
Kouacou Fohondi Constantin, Brenoum Kouakou David, Atta Koffi Lazare  Impact de l'autoroute du nord sur la ville de Toumodi	149

KOUAME Konan Lopez, ASSIDJO Nogbou Emmanuel Simulation en regime temporel de la sedimentation de particules en suspension dans l'eau à SANIA_cie (Abidjan-Côte d'Ivoire)	174
Félix Grah BECHI Les déterminants du revers de l'harmonie urbaine dans l'espace communal de cocody (Abidjan - Côte d'Ivoire)	187
AXE 4 : TERRITOIRE, SÉCURITÉ ET ENJEUX DE POUVOIR	203
KOFFI Assoumou André Luc, GAHIÉ Gnantin Mathias, KOFFI Brou Émile, LOUKOU Alain François Services mobiles money et leurs retombées socioéconomiques pour les populations de la ville de Dimbokro	204
DJOMO Armel Konan Kouassi, KONÉ Kapiéfolo Julien, ADOU Bosson Camille, KOFFI Brou Émile, LOUKOU Alain François La problématique de l'e-participation citoyenne dans le district de yamoussoukro	218
KOFFI Kouassi Antoine, ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, ASSI-KAUDJHIS Joseph P. Les mutuelles de développement et l'habitat dans les villages de la commune de Bocanda	232
Alida Gwladys DIEME, Firmain Kouakou N'GUESSAN, Noel Kpan VEI, Émile Brou Koffi Production foncière à travers les lotissements villageois à Bouaké : quel bilan ?	251
KALOU Bi Kalou Didier, ZAH Bi Tozan Les bakor-bakors (mototaxis) : de nouvelles offres de transports collectifs à Vavoua (Côte d'Ivoire)	268
KOUADIO Kouakou Abraham, GOGBE Téré Potentialités et contraintes du développement du tourisme dans le département de Tiassalé (Côte d'Ivoire)	285
AXE 5 : SOCIÉTÉ, ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ SANITAIRES	305
KOUASSI Konan, SREU Eric, KOUA Asseman Médard Les camps de prière : quelle soupape de sécurité sanitaire dans un désert d'offre de soins psychiatrique dans la région sanitaire de Gbêkê (Centre-Côte d'Ivoire) ?	306
Dr Hervé Bonaventure Métonmassé GBÉNAHOU Mécanismes de mobilisation des ressources financières face aux maladies sévères et faibles adhésions aux structures mutualistes (zou- Benin)	327

Kouamé Sylvestre KOUASSI, Symphorien ONGOLO Politiques de conservation de la biodiversité, migrations et conflictualités en Côte d'Ivoire : l'exemple du parc national de la Marahoué	340
Rachad Kolawolé Foumilayo Mandus ALI Diversité et formes d'utilisations des plantes médicinales vendues dans le marché de Agbokou dans la commune de Porto-Novo au sud-est du Benin, Afrique de l'ouest	358
APPOH Kouassi Menzan Williams, ASSUÉ Yao Jean-Aimé, ASSI KAUDJHIS Joseph P. Difficultés d'accès aux soins modernes par les ruraux du département de Koun-fao	378
TOHOZIN Côovi Aimé Bernadin Contribution du sig pour le diagnostic des vallons et la lagune de Porto-Novo, Benin	393
Djibril Tenena YEO, Nambégué SORO, Marie-Solange TIEBRE Dynamique de l'occupation du sol de la «zone dense» de Korhogo de 2000 à 2015 (nord de la Côte d'Ivoire)	405
Pélagie Mongbo-Gbénahou, Gauthier Biaou Pauvreté et construction du self chez les enfants de 5-14 ans au sud du Benin	424

## LA PROBLÉMATIQUE DE L'E-PARTICIPATION CITOYENNE DANS LE DISTRICT DE YAMOOUSSOUKRO

DJOMO Armel Konan Kouassi

Doctorant en géographie

Université Alassane Ouattara\_Bouaké (Côte d'Ivoire)

Courriel : [djomoarmel@gmail.com](mailto:djomoarmel@gmail.com)

KONÉ Kapiéfolo Julien

Doctorant en géographie

Université Alassane Ouattara\_Bouaké (Côte d'Ivoire)

Courriel : [kapiefolo@yahoo.fr](mailto:kapiefolo@yahoo.fr)

ADOU Bosson Camille

Doctorant en géographie

Université Alassane Ouattara\_Bouaké (Côte d'Ivoire)

Courriel : [adoubc@gmail.com](mailto:adoubc@gmail.com)

LOUKOU Alain François

Maître de Conférences

Université Alassane Ouattara\_Bouaké (Côte d'Ivoire)

Courriel : [alain\\_loukou@hotmail.com](mailto:alain_loukou@hotmail.com)

KOFFI Brou Émile

Professeur Titulaire en Géographie

Université Alassane Ouattara\_Bouaké (Côte d'Ivoire)

Courriel : [koffi\\_brou@yahoo.fr](mailto:koffi_brou@yahoo.fr)

### RESUME

Processus obligatoire ou volontaire de personnes ordinaires, agissant seules ou au sein d'une organisation en vue d'influer sur une décision portant sur des choix significatifs qui toucheront leur communauté, la participation citoyenne est un droit fondamental reconnu par la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 dans son article 21. Ainsi, chaque citoyen doit pouvoir participer à la vie publique. Ce processus activité, quelle que soit sa nature, est susceptible d'avoir une inscription spatiale et ainsi constituer une information géographique. Au regard de cette réalité, cette contribution se propose d'analyser les usages des outils numériques dans l'extension spatiale de la participation citoyenne dans le district de Yamoussoukro. Elle se base sur les résultats d'un nombre d'entretiens semi-dirigés effectué à la mairie, au District de Yamoussoukro et avec des responsables de la société civile. Les résultats obtenus révèlent une quasi inexistence de l'adoption du numérique pour faciliter la participation des citoyens à la gestion de la collectivité.



Malgré la prise de conscience progressive des acteurs locaux des enjeux territoriaux des moyens de communication électronique, l'e-participation citoyenne ne va pas au-delà du simple objectif d'informer. Le niveau d'expression des populations sur les plateformes numériques des collectivités territoriales est encore au stade de tâtonnement

Mots clés : participation citoyenne, numérique, Web, collectivité territoriale, District de Yamoussoukro.

## ABSTRACT

Whether it is a mandatory or voluntary process of ordinary people, acting alone or within an organization to influence a decision on significant choices that will affect their community, citizen participation is a fundamental right recognized by the 1948 Universal Declaration of Human Rights in its Article 21. Thus, every citizen must be able to participate in public life. This activity process, whatever its nature, is likely to have a spatial inscription and thus constitute geographical information. In view of this reality, this contribution aims to analyse the uses of digital tools in the spatial extension of citizen participation in the Yamoussoukro district. It is based on the results of a number of semi-directed interviews conducted at the town hall, in the Yamoussoukro District and with civil society leaders. The results obtained reveal that there is almost no adoption of digital technology to facilitate citizen participation in community management. Despite the progressive awareness of local actors of the territorial challenges of electronic communication media, citizen e-participation does not go beyond the simple objective of informing. The level of expression of populations on the digital platforms of local authorities is still at the trial and error stage.

Keywords: Citizen Participation, digital, Web, territorial community, Yamoussoukro District.

## Introduction

La décentralisation rapproche le processus de décision des citoyens, favorisant l'émergence d'une démocratie de proximité. Elle permet donc à l'État de se désengager au profit des initiatives de développement locales. Ainsi, elle associe les collectivités au développement de leur propre localité. Cette politique favorise l'accroissement de la participation des populations à la gestion des affaires locales, à savoir la promotion d'un développement local d'une part et la prise en charge des besoins et aspirations des bénéficiaires d'autre part (N.B. ASSI-KAUDJHIS, 2016, p. 37). Ce processus vise donc à assurer une forme de participation des citoyens et des organisations de la société civile dans le processus décisionnel des politiques publiques. Soit qu'il ait pris la parole par leur propre gré ou que cela est été suscitée

par les décideurs politiques. Le basculement dans le paradigme de la société de l'information offre de nouvelles possibilités d'expression des populations. Les technologies de l'information et de la communication (TIC), vecteurs principaux de cette société, occupent alors une place de plus en plus importante, non seulement dans notre quotidien, mais aussi et surtout dans la quasi-totalité des secteurs d'activités (T. Karsenti et S. Collin, 2013, p. 96). Ces dernières années, les collectivités territoriales ont accéléré leur appropriation du numérique. Actuellement, cette prise de conscience tend à se généraliser avec des collectivités territoriales montrant, dans leur ensemble, leur volonté d'avancer vers le numérique, l'une des clés essentielles pour dynamiser leur développement (MARKESS International, 2010, p. 2). Ce nouveau paradigme peut être favorable à l'émergence de nouveau moyen d'inclusion des populations dans le processus de prise de décisions. Il se présente comme une opportunité pour les collectivités territoriales de favoriser la participation de tous les citoyens à la gestion des affaires publiques. Les collectivités du District de Yamoussoukro n'échappent pas à cette opportunité qui se présente aux institutions en charge du développement local. Comment la commune et le District autonome de Yamoussoukro s'approprient-ils les TIC en général et de façon particulière l'Internet comme outils de participation citoyenne ? Quelle est la réalité locale de l'e-participation citoyenne ?

## 1. Méthodologie

### 1.1. Cadre théorique

#### 1.1.1. La participation citoyenne, un rempart pour un développement durable

À l'origine, la notion de participation citoyenne est fortement liée à l'implication dans la collectivité politique puisque le terme de citoyenneté tire son origine de la Cité, un mot d'origine grecque qui désignait l'espace où les individus prenaient les décisions politiques (P. Brotcorne, 2012, p. 9). Progressivement, la notion a évolué et, outre l'aspect politique, la participation citoyenne a trait aussi, de manière plus large, à l'engagement que chaque citoyen prend en tant que membre d'une collectivité. Cet engagement peut prendre différentes formes : participer à la vie publique en adhérant à une association, en participant à une manifestation, en faisant circuler une pétition, en s'engageant pour le bien-être de la société qui l'entoure par des actions citoyennes. Toute implication dans une action humanitaire ou comme bénévole dans une association est un acte de participation citoyenne en ce qu'il renforce la cohésion entre les membres d'une communauté. La participation citoyenne dépasse ainsi largement celle liée à la sphère politique ; elle signifie participer à la construction et à l'organisation du « vivre ensemble » en société (Brotcorne, 2012, p. 11). Le PNUD (2006, p. 19) souligne que la participation citoyenne regroupe différents processus qui peuvent être représentés en cinq (5) parties :

- Information : les citoyens sont simplement informés des décisions prises ;
- Consultation : les citoyens sont invités à donner leur avis et/ou proposer des alternatives relatives à la décision à prendre ou une partie de son processus ;
- Implication : les citoyens sont impliqués dans le processus de décision. Les preneurs de décision sont invités à respecter un certain degré d'engagement afin de prendre en compte les propositions des parties prenantes ;
- Collaboration : les citoyens participent activement au processus de décision dans son ensemble et sont reconnus comme des acteurs à part entière dans le processus. À ce stade, on peut envisager une collaboration planifiée lorsqu'elle concerne des initiatives lancées par un service et dont la portée de la collaboration avec les différentes parties prenantes est limitée ou alors non planifiée lorsqu'elle concerne des initiatives qui sont lancées par des parties prenantes externes, souvent organisées ;
- Autonomisation : le processus de décision est simplement guidé ou facilité par les initiateurs. Les décisions sont amenées et prises par l'ensemble des citoyens participants à la prise de décisions.

Ces axes constituent pour la plupart des auteurs le fondement de la participation citoyenne. Par ailleurs, les dispositifs numériques sont susceptibles de supporter voire d'amplifier l'ensemble de ces niveaux de participation aux débats publics. Elle révèle que la participation citoyenne peut apporter des solutions aux nombreux défis auxquels font face les populations africaines, telle que l'inclusion des couches vulnérables. Plusieurs auteurs s'accordent toutefois à mettre en évidence trois axes principaux autour desquels s'articulent les projets et les expériences en matière de démocratie numérique : produire, diffuser et partager des informations ; débattre et discuter ; délibérer et co-décider (T. Vedel, 2005, p. 42).

### 1.1.2. L'e-participation citoyenne, une exigence de la société de l'information

Au-delà des modes d'interaction relativement classiques, la diffusion socio-spatiale des technologies numériques, permet de développer de nouveaux modes d'interaction, aux formes plus variées, notamment liées aux potentialités offertes par le réseautage, la discussion, le partage et la co-publication permettant une participation citoyenne en phase avec la transformation numérique. L'e-participation est l'utilisation des TIC par les citoyens pour accéder aux informations publiques, participer à la prise de décision publique, contrôler l'exercice gouvernemental ou des collectivités (PNUD, 2006, p. 22). Elle comprend généralement trois grands axes :

- e-information : Le gouvernement met à disposition des sites web d'information sur les institutions nationales, la structure du gouvernement, les stratégies, les politiques et les programmes ;

- e-consultation : Le gouvernement offre aux citoyens les moyens de mener des débats, de donner leur avis sur des questions d'importance et de déterminer les questions prioritaires avec l'assurance de recevoir un retour d'information du gouvernement ;

- e-participation au processus de décision : Le gouvernement tient compte des avis des citoyens dans les décisions et les informe en retour des suites données aux conclusions issues des consultations. Ceci suppose que non seulement les citoyens ont exprimé leurs avis, mais encore qu'ils ont fait preuve de leur volonté de suivi. Ces processus peuvent permettre aux citoyens de se mobiliser de s'engager avec d'autres au sein de leur société et, par-là, de s'exprimer sur leurs besoins, et ouvrir de nouvelles perspectives pour répondre aux défis actuels.

### 1.3 La collecte des données et présentation du cadre spatial

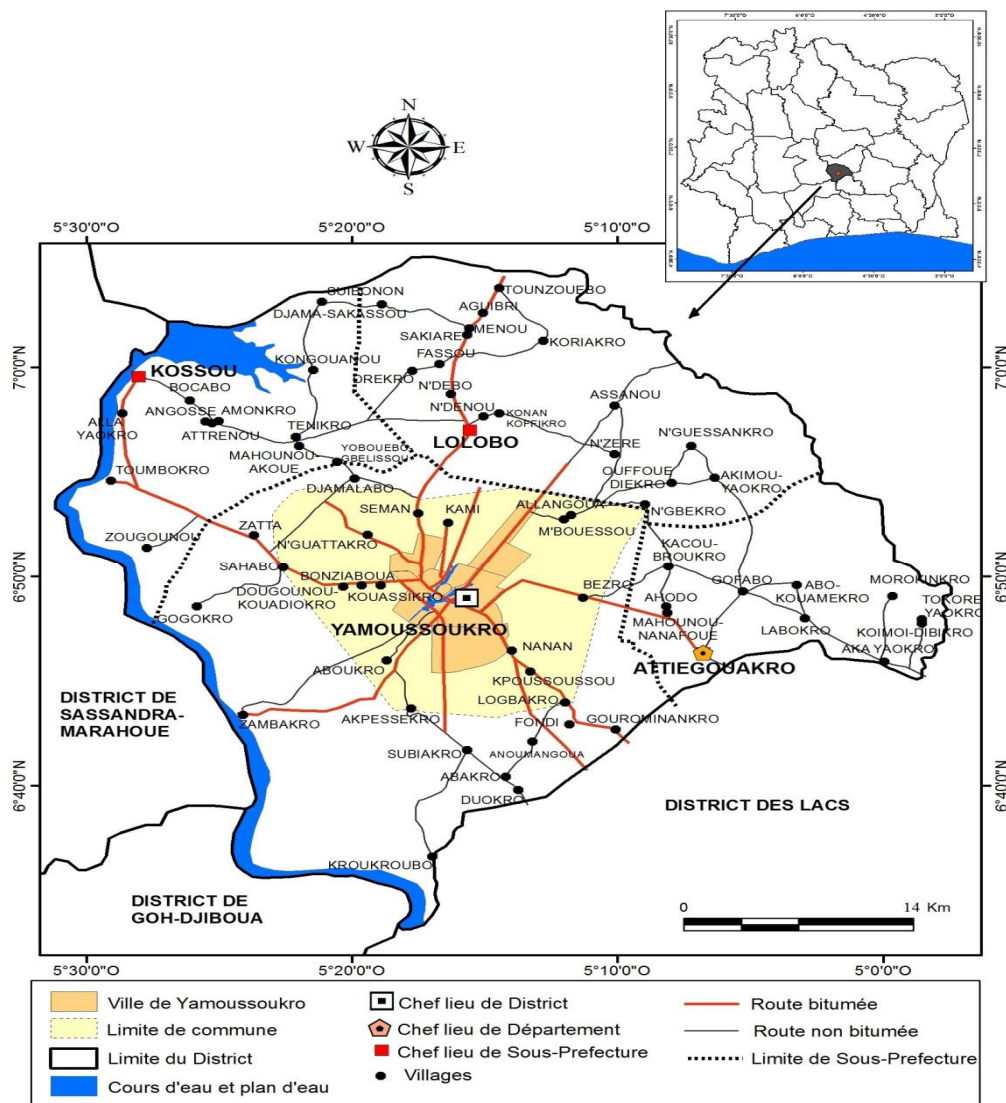
La collecte des données s'est basée d'une part, sur l'analyse de la littérature scientifique et d'autre part sur des entretiens. Les entretiens ont été réalisés à la mairie, au District de Yamoussoukro, avec le délégué du Conseil National de la Jeunesse (CNJ) du District de Yamoussoukro et avec dix (10) représentants d'association de 10 villages, choisis sur la base d'un échantillon aléatoire. Ces personnes sont de la société civile. Les analyses se sont aussi basées aussi sur la méthode de l'analyse de contenus. Le contenu réfère à l'ensemble des informations données à lire aux publics sur des sites web. Cette méthode a été appliquée aux sites des deux collectivités locales. En somme, les entretiens effectués ont permis de comprendre les difficultés dans l'usage des sites web et des autres outils de communication pour faciliter la participation citoyenne.

Les analyses de cette étude s'appuieront sur la « *Loi de Metcalfe* » qui renvoie à « l'effet club » ou « l'effet réseau ». Cette loi est le principe fondateur de la connectivité. Ce principe indique que le nombre de connexions et la performance d'un réseau augmentent pratiquement en raison du carré du nombre de ces

utilisateurs. En vertu de ce principe, plus les populations sont nombreuses à utiliser une technologie numérique dans le cadre de la participation citoyenne, plus l'espace géographique de l'implication des citoyens dans la décentralisation est susceptible de s'étendre au-delà même du District de Yamoussoukro.

Le District de Yamoussoukro se situe au centre de la Côte d'Ivoire, à 247 kilomètres d'Abidjan. Il est composé de deux départements et de quatre sous-préfectures. Le territoire du District s'étend sur 2 132 km<sup>2</sup> soit moins de 1 % de la superficie du pays. En tant qu'institution publique, il dispose d'un statut particulier que lui confère son décret de création. La situation administrative du District Autonome de Yamoussoukro s'inscrit dans la dynamique de décentralisation engagée au niveau national. La carte donne la localisation du district autonome de Yamoussoukro.

Carte 1 : Présentation du District autonome de Yamoussoukro



SOURCE : BNETD/CCT. 2012

Auteur : DJOMO Armel. 2016

## 2. Résultats

### 2.1. Les médias traditionnels de participation citoyenne dans le District autonome et la commune : quel état des lieux ?

Cette section consistera à faire un état des lieux de l'usage des médias traditionnels par les acteurs de développement local que sont le District autonome et la commune de Yamoussoukro. L'intrusion des TIC composée des TIC traditionnelles (radio, télévision, journaux papier) et modernes (Internet, ordinateur, etc.) dans la vie économique et sociale se fait de façon disparate dans les villes ivoiriennes. Si la mise en place d'une télévision privée locale reste problématique pour une collectivité locale en Côte d'Ivoire, la radio est cependant plus accessible.

Parmi les médias traditionnels, les radios locales et journaux papier sont les outils de communication utilisés dans le District de Yamoussoukro. En effet, la commune de Yamoussoukro dispose d'une radio communale dénommée « La voix des lacs » et un journal trimestriel d'information. Quant au district de Yamoussoukro, il ne dispose pour l'heure d'aucun équipement de radiodiffusion. Pour ce faire, il se loue souvent les services de radios commerciales (JAM FM, Radio Yakwa, etc.) ou de la radio communale (La voix des lacs) installée dans la ville. Ainsi, si la gouvernance locale exige une approche participative, l'usage des médias privés est loin aujourd'hui dans le District autonome de Yamoussoukro d'inclure les citoyens dans la mesure où il n'existe pas de tribune d'expression du citoyen sur les modes de gestion des affaires publiques. Même si la commune dispose d'une radio communale installée dans les locaux de l'Hôtel de Ville, il est important de signaler que face à l'absence d'une tribune d'expression citoyenne, cette radio n'est pas encore un canal d'inclusion des couches vulnérables dans la gestion des affaires locales. Or, cet outil de communication de masse apparaît incontournable dans le processus démocratique. En effet, il peut servir de canal d'invitation des populations aux conseils de District et des conseils municipaux et être une tribune d'expression des populations locales. Toutefois, l'observation de cette forme d'appropriation de la radio fait apparaître une participation limitée dans la gestion des affaires publiques. En somme, l'analyse portée au niveau des médias traditionnels traduit le fait que le processus de participation citoyenne par ces médias reste embryonnaire. L'avènement de l'Internet pourrait être un moyen pour résoudre le problème de communication.

### 2.2. État des lieux et tendance de l'information sur les sites web et les réseaux sociaux

L'analyse des sites web montre une faible application de la notion de participation citoyenne via le web et les réseaux sociaux.



### 2.2.1. Une information abondante sur les sites web et les réseaux sociaux

Les deux collectivités territoriales du district de Yamoussoukro sont vraisemblablement connectées (tableau 1).

Tableau 1 : Informations sur les sites web et les réseaux sociaux

Entités	Site web	Nombre de rubriques	Compte Facebook
Mairie de Yamoussoukro	<a href="http://www.districtyamoussoukro.ci">www.districtyamoussoukro.ci</a>	06	Mairie de Yamoussoukro
District de Yamoussoukro	<a href="http://www.mairieyamoussoukro.org">www.mairieyamoussoukro.org</a>	09	District de Yamoussoukro

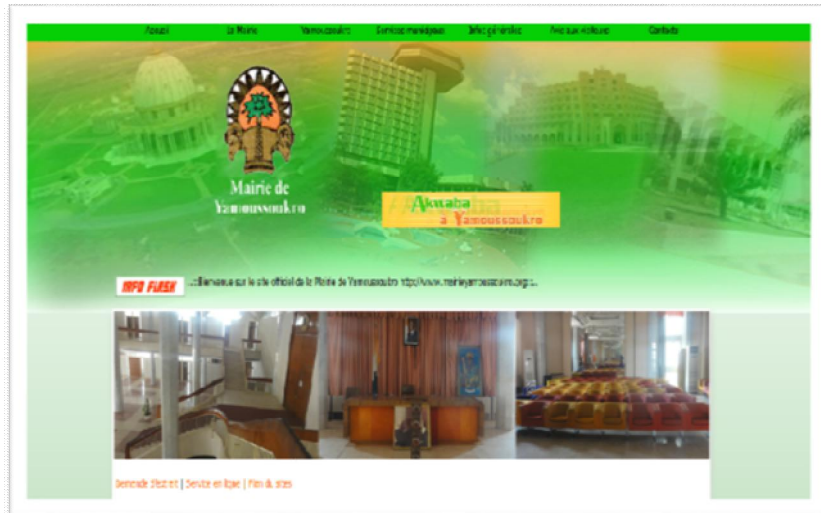
Source : nos enquêtes, 2016

L'analyse de ce tableau montre bien que le district et la mairie de Yamoussoukro ont tous une page web et un compte Facebook. Elle témoigne donc de l'adaptation de ces deux entités territoriales au paradigme de la société de l'information. Ces dernières ont pu saisir les opportunités que représentent ces outils dans les stratégies de communication territoriale.

### 2.2.2. Le site web : une instrumentalisation à des fins de valorisation culturelle et de promotion personnelle

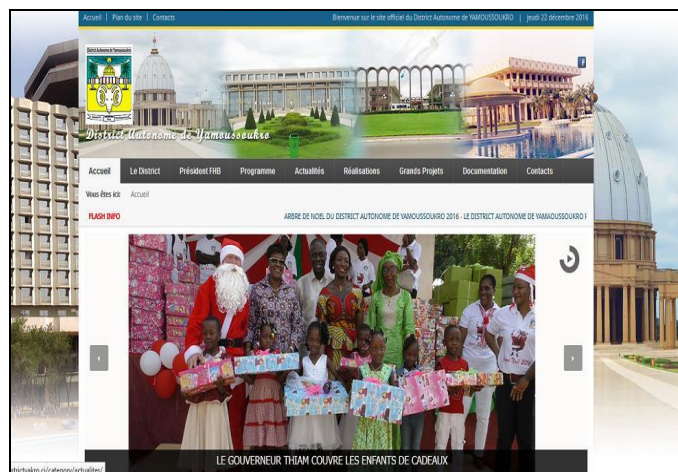
Les collectivités territoriales sont équipées en sites web. Toutefois, à l'analyse de ces sites, il ressort que leur instrumentation n'est pas dirigée vers l'objectif de facilitation de la participation des citoyens aux affaires publiques. Les photos 1 et 2 montrent les pages d'accueil des sites web de la commune et du District de Yamoussoukro.

Photo 1 : Page d'accueil du site web de la commune de Yamoussoukro



Source : Site web de la commune de Yamoussoukro

Photo 2 : Page d'accueil du site web du District autonome de Yamoussoukro



Source : Site web des collectivités locales

L'interface des pages d'accueil des sites web se présente comme il suit :

*District autonome de Yamoussoukro : accueil- District - président FHB – programme - actualités - réalisation – grand projet – documentation – contact.*

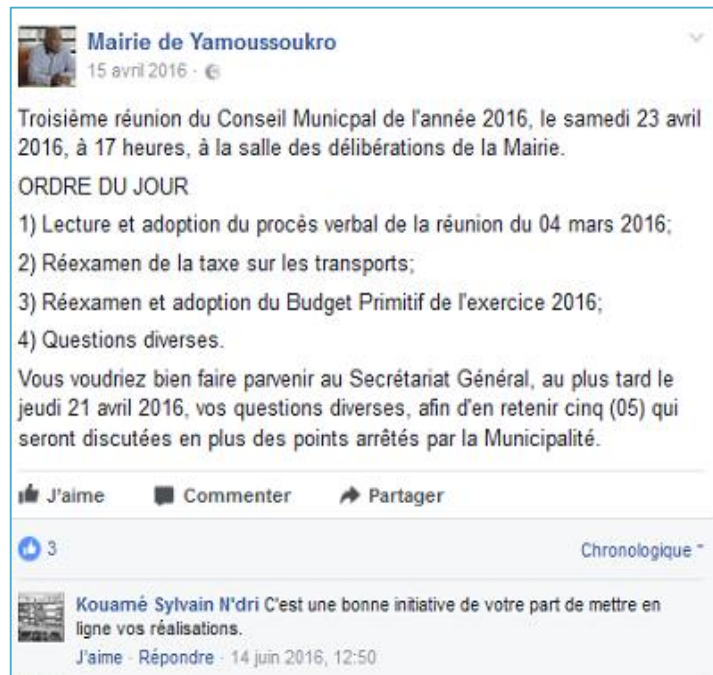
*Commune de Yamoussoukro : accueil – le maire – Yamoussoukro – services municipaux – informations générales – avis aux visiteurs.*

L'analyse de leurs contenus fait ressortir qu'ils sont destinés à l'information grand public et à la modernisation des services publics. En effet, on peut voir sur ces pages l'onglet « *info flash* » qui est destiné à la diffusion en temps réel de l'actualité sur le territoire. Ainsi, on pouvait lire sur la page d'accueil du site de la commune de Yamoussoukro, le 10 janvier 2017, ceci :

« Le Maire de la Commune de Yamoussoukro convoque, Messieurs et Mesdames, les conseillers et conseillères municipaux à la première réunion du Conseil Municipal de l'année 2017, le samedi 04 février 2017, à 10 heures à la salle des délibérations de la Mairie »

La photo 3 en est une illustration.

Photo 3 : Exemple d'information diffusée sur la page Facebook de la mairie de Yamoussoukro en 2016



Source : Page Facebook « mairie de Yamoussoukro »

Cette information qui est une convocation est adressée aux conseillers municipaux en omettant une catégorie d'administrés c'est-à-dire la population locale. Or, ce moyen de communication pouvait aussi servir de canal pour inviter la population à participer à la gestion de leurs collectivités.

Aussi, les sites web ont-ils en commun de présenter les atouts touristiques et les opportunités de développement de la localité en utilisant l'image de la Basilique, de l'Hôtel le Président et l'Hôtel de Ville. Ces sites se présentent donc comme des moyens de valorisation territoriale. Ils sont aussi utilisés par les institutions publiques pour présenter leurs réalisations. En effet, ces sites proposent des rubriques qui informent la population sur la vie et le développement de la commune et du District autonome de Yamoussoukro. La commune et le District de Yamoussoukro ont réussi à intégrer l'ordinateur dans le fonctionnement de l'administration. Mais la plus innovante est la commune qui adopte de façon progressive l'e-administration. En effet, le numérique a permis à la municipalité de Yamoussoukro d'informatiser le service d'état civil, permettant aujourd'hui de faire des demandes de documents à distance tels que les actes de naissance, de mariage et

de décès. Quasiment absente en 2010, l'e-administration s'installe progressivement dans la municipalité de Yamoussoukro. Il convient de noter que même si des efforts ont été faits pour faciliter l'accès des populations à certaines informations publiques, l'usage des outils numériques pour les impliquer à la gestion de leur collectivité demeure encore embryonnaire. L'absence d'interactivité dans les sites web des collectivités est un handicap majeur qui ne permet pas une coproduction des contenus.

## Discussion

Cette étude s'est attachée à analyser les formes d'appropriation du numérique à des fins de participation citoyenne sur le territoire du District de Yamoussoukro. L'analyse a porté sur deux institutions publiques que sont : la commune et le district autonome de Yamoussoukro. Les résultats ont révélé une application encore inachevée de la participation citoyenne par les TIC. Pourtant, le numérique a réussi à s'intégrer progressivement dans l'administration locale. Il a permis une modernisation de l'administration. À ce sujet, le PNUD (2006, p. 33) souligne que les TIC offrent de nouveaux canaux de communication entre les citoyens et entre une administration et les administrés. Pour autant, le défi pour l'administration locale est une double transition qui consiste à créer des plateformes pour que l'administration aille vers la population et non le contraire et sensibiliser cette population à adopter des démarches intelligentes socle de l'e-administration (J. K. Koné et al., 2018, p. 227). Ainsi, pour honorer cet engagement il faudra créer des contenus régulièrement mis à jour, former les agents à l'usage des TIC. À ce titre, H. Oberdorff (2006, p. 13) souligne que l'administration électronique n'est pertinente que si les usagers y ont accès effectivement.

Cet avis est soutenu par P. Brotcorne (2012, p. 11). Pour lui, l'Internet offre aux citoyens la possibilité de porter publiquement un regard critique sur les actions des gouvernants, ce qui permet de consolider la confiance envers eux et d'accroître leur légitimité.

Même si les informations des collectivités sont parfois mises à disposition des populations à travers des plateformes électroniques, leur actualisation n'est cependant pas une garantie. Dans ces conditions, la participation citoyenne est contrariée. Ainsi, selon P. Guiriobe (2016, p. 399), cette participation est difficilement réalisable en Côte d'Ivoire. Cette réalité n'est pas un cas isolé à la ville de Guiglo. De façon générale, la gestion des collectivités locales échappe toujours au regard des citoyens puisqu'ils ne sont pas suffisamment associés aux prises de décisions publiques. Même s'ils sont associés, cette association se limite à la présence de quelques représentants de communauté, très souvent partisans ou acquis à la cause des autorités politiques en charge de la collectivité. Que ce soit lors des réunions de

conseil municipal, les représentants de la société civile présents ne sont associés aux décisions à titre informatif. Par ailleurs, face à l'avènement des communications électroniques et à leur usage de plus en plus grand, cette inexistence de participation classique peut être résorbée. Les réseaux sociaux numériques se présentent comme des alternatives pour une participation citoyenne efficace, car ils jouent un rôle important et apportent un plus en termes d'immédiateté de l'information et de réactivité. Ainsi, en tenant compte de la popularité du réseau Facebook, P. Sajhau (2014, p. 40) souligne que celui-ci est maintenant le troisième ou quatrième pays du monde. De ce fait, il peut être utilisé pour faire remonter l'information auprès des collectivités.

### Conclusion

En définitive, les outils numériques s'installent de façon progressive dans la gestion des affaires publiques. Depuis les années 80 jusqu'à aujourd'hui, la commune de Yamoussoukro a pu faire des progrès considérables en intégrant les TIC dans le fonctionnement de l'administration. Cette observation est pareille pour le District de Yamoussoukro qui intègre aussi progressivement ces outils d'information et de communication. Mais, cette étude révèle que l'usage des TIC par ces institutions publiques ne va pas au-delà du simple objectif d'informer la population ou de moderniser l'administration. Ainsi, si la participation citoyenne regroupe différents processus que sont : l'information, la consultation, l'implication, la collaboration et l'autonomisation, force est de reconnaître que l'implication, la collaboration et l'autonomisation ne sont pas encore atteintes dans le district de Yamoussoukro. Il existe une difficulté de facilitation de l'e-participation citoyenne par la commune et le District autonome de Yamoussoukro. Mais, la méthodologie de cette étude n'ayant pas pris en compte les points de vue des différents chefs de ménages pourrait constituer une des limites de cette étude.

Malgré tout, l'implication du numérique dans la participation des citoyens est une nécessité dans la quête de la ville intelligente voulue par le District de Yamoussoukro. En effet, la gouvernance est un pilier essentiel de la mise en œuvre de la ville intelligente, puisque ce concept passe avant tout par une gouvernance ouverte plus transparente, coopérative et participative. La transparence à l'ère du numérique prend tout son sens dans l'accessibilité aux données, l'explication de façon claire et détaillée aux populations de ce qui est fait par la collectivité territoriale. Il s'agit d'une nouvelle nécessité de développement local dans un environnement sous influence du numérique et globalisé. Alors, loin d'être un sujet purement technique, le numérique doit être une urgence politique. En d'autres termes, les enjeux du développement local nécessitent que l'action publique (Opérateur de Téléphonie Mobile, État et collectivités territoriales) combine à la fois

les logiques d'Aménagement Numérique du Territoire et les logiques de formation et d'appropriation du numérique.

## Bibliographie

ASSI-KAUDJHIS N. B. (2016), *Redynamisation du processus de décentralisation en Côte d'Ivoire et développement local dans la commune de Bouaké, le Département de Gagnoa et le District de Yamoussoukro*, thèse de doctorat en géographie, Université Alassane Ouattara, 404 p.

BROTCORNE P. (2012), « *Les outils numériques au service d'une participation citoyenne et démocratique augmentée* ». [http://www.ftu-namur.org/fichiers/TIC\\_participation\\_citoyenne.pdf](http://www.ftu-namur.org/fichiers/TIC_participation_citoyenne.pdf), page consultée le 22-juin 2017.

GUIRIOBE P. (2016), « *La participation citoyenne à la gestion de la municipalité à Guiglo*, European Scientific Journal, N°11, p. 398-411.

KARSENTI T. et COLLIN S. (2013), « *Avantages et défis inhérents à l'usage des ordinateurs portables au primaire et au secondaire* », Éducation et Francophonie, Vol XLI, Disponible en ligne : <https://www.erudit.org/fr/revues/ef/2013-v41-n1-ef0525/1015061ar.pdf>, Consulté le 20 Mai 2015.

KONE K. J., ADOU B. C., DJOMO A. K. K., LOUKOU A. F. et KOFFI B. É. (2018), « *Usage administratif du numérique, fragment d'une problématique géographique dans la région du Béré (Côte d'Ivoire)* », In BIO BIGOU L. B. (dir), *Ville et développement en Afrique Subsaharienne*, LEDUR, Cotonou, pp. 213-229.

MERKESS International (2010), *Les TIC, leviers de développement pour les collectivités territoriales*, Référentiel de pratiques 2010-2012, Paris, 14 p.

OBERDOFF H. (2006), « *L'administration électronique ou l'e-administration* », Recherches et Prévisions, n°86, La nouvelle administration. L'information numérique au service du citoyen, pp. 9-18.

PIRAUX A. (2016), « *Les outils numériques et la réinvention du fonctionnement de l'état* », *Pyramides* [En ligne], 26/27 | 2016, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 06 mai 2017. URL : <http://pyramides.revues.org/988>

PNUD (2006), « *L'e-gouvernance et la participation citoyenne en Afrique de l'Ouest* » [http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/IParticipation/e-Governance%20and%20Citizen%20Participation%20in%20West%20Africa%20\(UNDP-IPAO%20Report%20French\).pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/IParticipation/e-Governance%20and%20Citizen%20Participation%20in%20West%20Africa%20(UNDP-IPAO%20Report%20French).pdf), page consultée le 12-mai-2015.



SAHJAU P. (2014), Sous bénéfice d'inventaire, In *Villes numériques, villes intelligentes ?*, In *Urbanisme*, N° 394, p. 36-41.

VEDEL T. (2003), « L'idée de démocratie électronique : origines, visions, questions », [iteseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.177.3493&rep=rep1&type=pdf](http://iteseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.177.3493&rep=rep1&type=pdf) consulté le 06 mai 2017.

WILKINS L. (2016), « *Introduction des outils numériques pour améliorer le fonctionnement de l'état : solutions ou problèmes ?* », *Pyramides* [En ligne], 26/27 | 2016, consulté le 06 mai 2017. URL : <http://pyramides.revues.org/989>

ZAZA O. (2016), « *L'e-gouvernance pour la participation citoyenne : imaginaires du futur, nouvelles compétences et impacts territoriaux* », *Pyramides*, 26/27 | 2016, 163-190.